

Le défi de l'accès et de la qualité de l'éducation dans les pays en développement



Résumé :

- L'éducation est un enjeu majeur pour le développement.
- Début 2015, date butoir pour les Objectifs du Millénaire du Développement, nombre de pays, principalement en Afrique subsaharienne, sont encore loin d'avoir généralisé l'accès à l'éducation primaire. Des franges entières de la population demeurent exclues du système éducatif.
- Plus préoccupant encore, la qualité de l'éducation dans certains pays en développement est trop faible pour pouvoir espérer bénéficier des bienfaits de l'éducation.
- L'agenda post-2015 doit donc clairement spécifier de nouveaux objectifs réalisables et clairs pour continuer d'augmenter l'accès à l'éducation et reconnaître enfin la nécessité d'améliorer la qualité des systèmes éducatifs.

Mots clés : Afrique, Capital Humain, Inégalités, Ecole Primaire, Education, Pays en Développement, Qualité de l'éducation, Objectif du Millénaire pour le Développement, Scolarisation

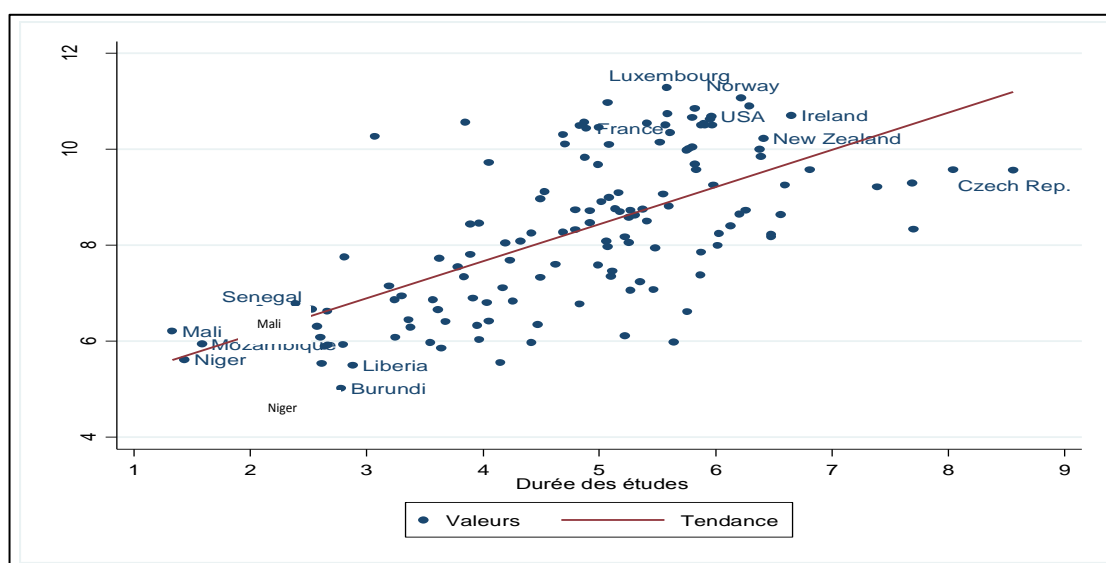
L'échéance des Objectifs du Millénaire pour le Développement fixée en 2015 étant arrivée à son terme, un constat s'impose : il reste encore un long chemin à parcourir pour parvenir à atteindre les cibles établies en 2000, notamment en termes d'éducation. Dans cet article, nous revenons sur l'évolution de l'accès à l'éducation dans les pays en développement, tout en rappelant pourquoi cet enjeu est crucial. Ensuite, nous verrons dans quelle mesure il est également important que la communauté internationale ainsi que les gouvernements nationaux reconnaissent la nécessité d'investir non seulement dans l'accès à l'éducation mais aussi dans la qualité de l'enseignement.

Le message de cet article est double. Non seulement l'Enseignement Primaire Universel (EPU) est loin d'être atteint malgré l'échéance de 2015 mais il est également impératif d'améliorer les systèmes éducatifs dans les pays en développement.

Accès à l'éducation, quels enjeux ?

Depuis les théories du Capital Humain (Becker, 1962 ; Schultz, 1961) et de la croissance endogène (Lucas, 1988 ; Romer, 1986), il est généralement admis que l'éducation, au niveau macroéconomique, est un facteur essentiel de croissance économique et un moyen de lutter contre toutes les formes de pauvreté. En effet, plus une population est éduquée, et plus elle est productive, ce qui a en retour un impact positif sur la croissance économique (Graphique 1). L'éducation a non seulement un impact sur le niveau des revenus mais aussi sur leur répartition. Plus la population est éduquée, plus les revenus sont homogènes (UNESCO, 2014). Augmenter l'accès à l'éducation est donc un premier pas vers la réduction des inégalités de revenus au sein des pays.

Graphique 1 : Corrélation entre PIB par habitant et durée de l'éducation en 2010



Sources : BSI Economics, World Development Indicators pour le logarithme du PIB par tête (en \$ constant de 2005) et Barro et Lee pour la durée des études (pour tous les individus âgés de 15 ans et plus).

Pour les personnes les plus défavorisées, l'éducation est un outil efficace qui leur permet de sortir du piège de la pauvreté. Si tous les enfants des pays à faible revenu quittaient l'école avec les compétences de base en alphabétisme, 171 millions de personnes pourraient sortir de la pauvreté, soit l'équivalent d'une baisse de 12% de la pauvreté mondiale (UNESCO, 2014). Les individus éduqués, quel que soit leur milieu d'origine, ont une plus faible probabilité de se retrouver en situation de pauvreté chronique (Dercon et al., 2012 ; Lawson et al., 2006 ; Ribas et al., 2007).

Au niveau microéconomique, un lien positif a été mis en évidence entre éducation et niveau de revenus. Un individu qui a été scolarisé aura une plus forte capacité à s'adapter à des tâches complexes, à un univers changeant et sera, *in fine*, plus productif et par conséquent mieux rémunéré. Les économistes ont montré que chaque année d'éducation supplémentaire s'accompagne d'une augmentation des salaires. C'est ce qu'on appelle les taux de rendements de l'éducation. En moyenne, une année d'éducation au primaire accroît les salaires de 12% (Montenegro et Patrinos, 2014). Les taux de rendements de l'éducation sont particulièrement élevés dans les régions en développement puisque la main d'œuvre éduquée est plus rare. Ainsi, en Afrique subsaharienne, une année supplémentaire d'étude au primaire est associée à une hausse de 14% des salaires futurs (Montenegro et Patrinos, 2014).

La relation entre éducation et marché du travail est cependant plus opaque dans les pays en développement car le marché du travail est segmenté entre un marché informel précaire et dominant et un marché formel plus restreint mais offrant de meilleures perspectives de carrières et de salaires (Ray, 1998 ; Schultz, 2004). Les rendements associés à l'éducation sont plus élevés dans le secteur public et le secteur privé formel que dans le secteur privé informel (Kuépié, Nordman et Roubaud, 2009).

Le positionnement des individus sur le marché du travail dépend notamment de leur origine sociale, surtout dans les pays en développement, ce qui représente un obstacle à l'égalité des chances. En effet, les parents transmettent à leurs enfants un certain capital physique, humain et social qui détermine leurs choix futurs en termes de carrières. L'accès au crédit étant limité dans les pays en développement, le capital physique transmis par les parents est une condition nécessaire pour accéder aux catégories professionnelles qui nécessitent un investissement initial. Le capital humain transmis par les parents à leurs enfants peut également les pousser à choisir la même profession que leurs parents. De plus, le capital social (réseau) de leurs parents leur facilite l'accès à certaines professions. Les enfants qui sont issus d'un milieu favorisé avec des parents aisés travaillant dans le secteur formel auront donc plus de chance d'accéder à des carrières mieux rémunérées dans le secteur formel.

Pour remédier à ce phénomène d'inégalité des chances, l'éducation est une variable clé puisqu'elle permet à l'enfant d'acquérir un capital humain nécessaire pour entrer sur le marché formel. Les individus éduqués ont en effet une probabilité plus forte d'intégrer le secteur public ou le secteur privé formel, deux secteurs proposant une sécurité de l'emploi et des salaires plus élevés, plutôt que le secteur informel (Kuépié, Nordman et Roubaud, 2009). L'éducation en permettant l'accès à des emplois plus stables avec de meilleures conditions de travail, contribue ainsi à protéger certaines

catégories de travailleurs, traditionnellement plus sujettes à l'exploitation (UNESCO, 2014). Il est donc particulièrement important d'éduquer les filles puisque cela leur permettra d'obtenir un emploi décent et de pouvoir décider de l'utilisation de leurs revenus, un premier pas vers l'autonomisation des femmes.

Outre son impact économique direct sur les revenus, promouvoir l'éducation est essentiel pour améliorer les performances de santé. En effet, les personnes instruites sont mieux informées des maladies potentielles et peuvent donc mieux les prévenir. Elles sont également généralement mieux rémunérées, comme nous l'avons vu, et consacrent en moyenne plus de ressources aux soins de santé (UNESCO, 2014). Le principal canal qui explique l'impact de l'éducation sur la santé passe par les mères : les enfants des femmes les plus instruites tendent à être en meilleure santé. Ce résultat souligne, une fois de plus, la nécessité de ne pas négliger l'éducation des filles (voir l'article de BSI « [Egalité des genres et développement économique](#) » par Lucia Lizarzaburu). En effet, les mères qui ont reçu une éducation ont plus de chance de demander l'aide d'une sage-femme compétente, de faire vacciner leurs enfants, etc. (UNESCO, 2014). Gadikou et al. (2013) estiment ainsi que la moitié des vies d'enfants de moins de 5 ans qui ont été sauvées entre 1990 et 2009 l'a été grâce à l'amélioration de l'éducation des femmes.

Non seulement, l'éducation a un effet économique en améliorant les revenus et en favorisant la croissance économique, mais elle a aussi un effet sur la société dans son ensemble puisqu'elle facilite l'émergence de la bonne gouvernance et de la démocratie. Une éducation de qualité permet en effet aux individus de mieux appréhender les problèmes auxquels est confrontée la société (Evans and Rose, 2007 ; UNESCO, 2014), de soutenir davantage les régimes démocratiques (Evans and Rose, 2012 ; Shafiq, 2010) et de participer activement à la vie politique (UNESCO, 2014).

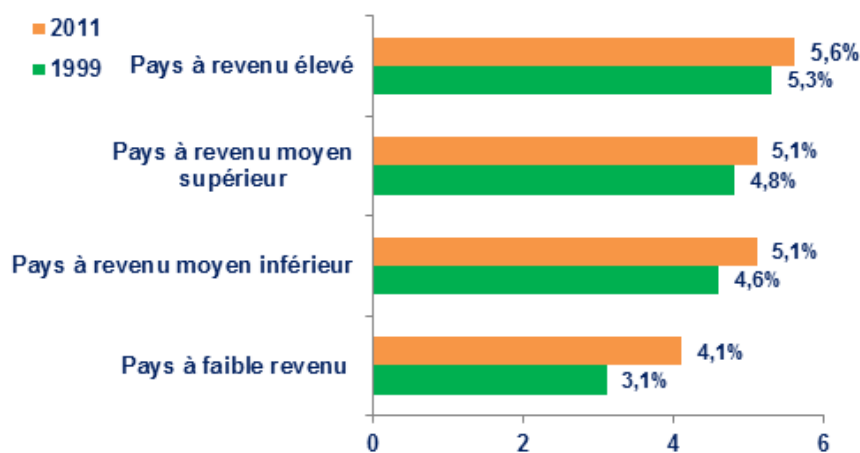
Développer l'accès à l'éducation est donc devenu une priorité pour de nombreux pays en développement. L'Objectif numéro 2 du Millénaire pour le Développement, également appelé l'Enseignement Primaire Universel (EPU), stipule notamment que chaque pays doit donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever l'école primaire. Suite à cette reconnaissance internationale, chaque pays s'est efforcé de trouver un moyen pour augmenter l'accès à l'éducation et diffuser la connaissance au sein de sa population. Les politiques mises en œuvre ont pris de nombreuses formes qui peuvent être regroupées en deux grands groupes : les politiques visant à augmenter l'offre éducative (construction d'écoles, augmentation des dépenses publiques en éducation, recrutement de nouveaux enseignants...) et celles qui cherchent à stimuler la demande des ménages en éducation (bourses, transferts monétaires conditionnels à la scolarisation des enfants, campagnes de sensibilisation...).

En ce début de 2015, date butoir des Objectifs du Millénaire pour le Développement, il est grand temps de faire un bilan et de voir si l'Education Pour Tous est une réalité ou si elle reste malheureusement un mirage.

Accès à l'éducation primaire, un état des lieux dans les pays en développement

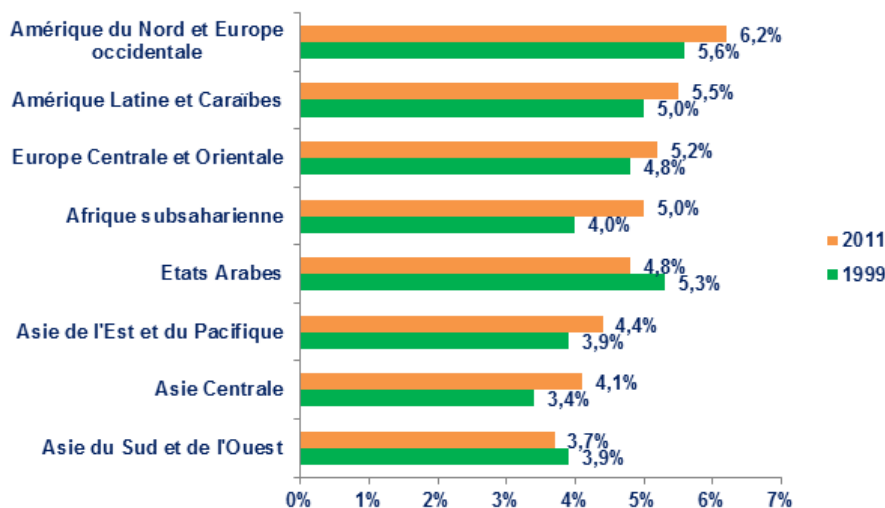
Depuis la mise en place des Objectifs du Millénaire pour le Développement, les pays en développement ont accru leurs engagements envers l'éducation (Graphique 2). Les gouvernements d'Afrique subsaharienne dépensaient en 2011 l'équivalent de 5% du PIB en éducation, soit une part plus importante que les pays d'Asie ou de la région du Moyen Orient et Afrique du Nord (Graphique 3).

Graphique 2 : Dépenses publiques d'éducation, par niveau de revenu, 1999 et 2011



Sources : BSI Economics, UNESCO (2014)

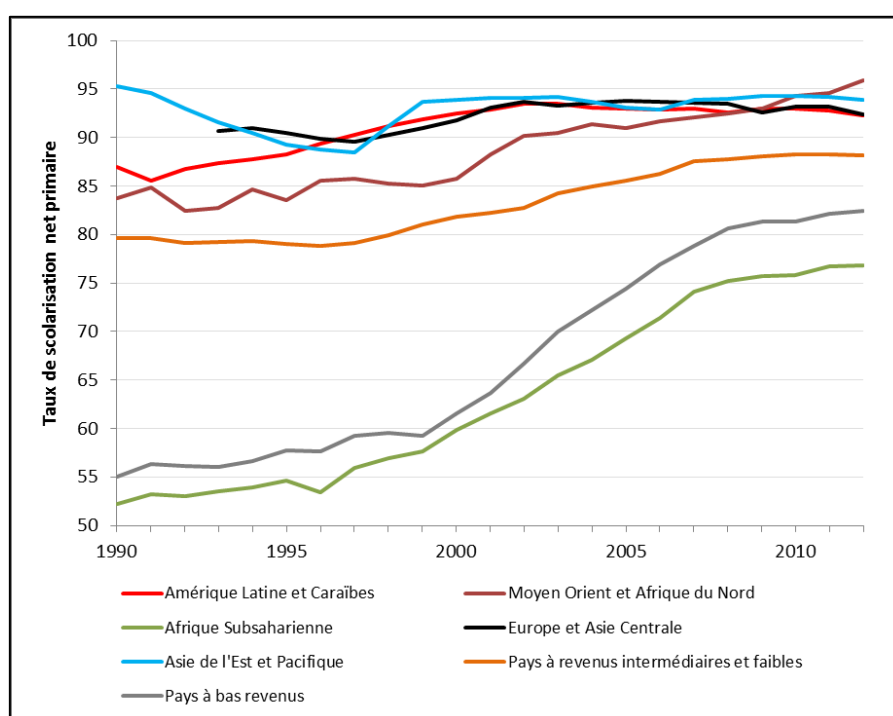
Graphique 3 : Dépenses publiques d'éducation, par région, 1999 et 2011



Sources : BSI Economics, UNESCO (2014)

Ces politiques se sont traduites par des progrès considérables comme en témoigne l'augmentation des taux de scolarisation (Graphique 4). Plus d'enfants ont donc désormais la chance d'aller à l'école et l'espoir de prétendre plus tard à des emplois plus qualifiés et mieux rémunérés. Entre 2000 et 2012, le nombre d'enfants non scolarisés en âge d'aller à l'école primaire a diminué presque de moitié, passant de 102 millions en 2000 à 58 millions en 2012. Dans les pays à bas revenus, les taux de scolarisation au primaire, au secondaire et au tertiaire sont passés respectivement de 55% à 82%, 20% à 44% et de 3% à 9% entre 1990 et 2012¹.

Graphique 4 : Evolution des taux de scolarisation nets au primaire dans les pays en développement

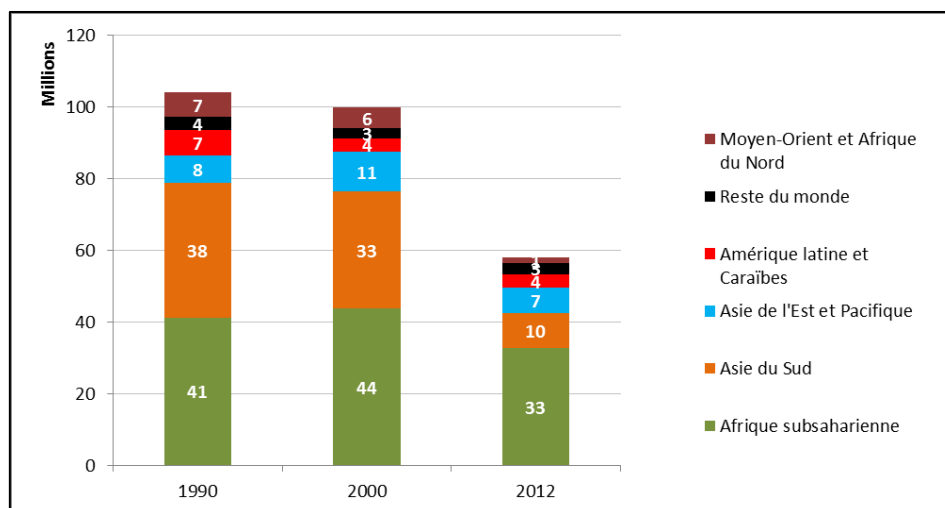


Sources: BSI Economics, World Development Indicators

Cette progression s'étant ralentie depuis 2008, la cible de 2015 n'a pas pu être atteinte. Un enfant sur dix en âge d'aller à l'école primaire n'est toujours pas scolarisé. Ainsi, malgré quelques progrès significatifs, un grand nombre d'enfants n'a toujours pas accès à l'éducation et demeure ainsi pris dans la trappe à pauvreté. Sur la base des tendances actuelles, il faudra encore au moins deux générations pour atteindre l'objectif de l'éducation primaire universelle (UNESCO, 2014). En Afrique subsaharienne, où vivent plus de la moitié des enfants non scolarisés (Graphique 5), la situation est particulièrement préoccupante. Sur la base des tendances actuelles, la région n'attendrait pas l'enseignement primaire universel avant 2052.

¹ Il s'agit pour le taux de scolarisation au primaire, d'un taux de scolarisation net c'est-à-dire le pourcentage d'enfants en âge d'aller à l'école primaire qui sont effectivement inscrits dans une école primaire. Pour les taux de scolarisation au secondaire et tertiaire, il s'agit de taux de scolarisation bruts, c'est-à-dire du nombre d'élèves inscrits dans ce niveau d'éducation, sans distinction d'âge, exprimé en pourcentage de la population officiellement scolarisable au même niveau.

Graphique 5 : Nombre d'enfants non scolarisés en âge d'aller à l'école primaire en 1990, 2000 et 2012 (millions)

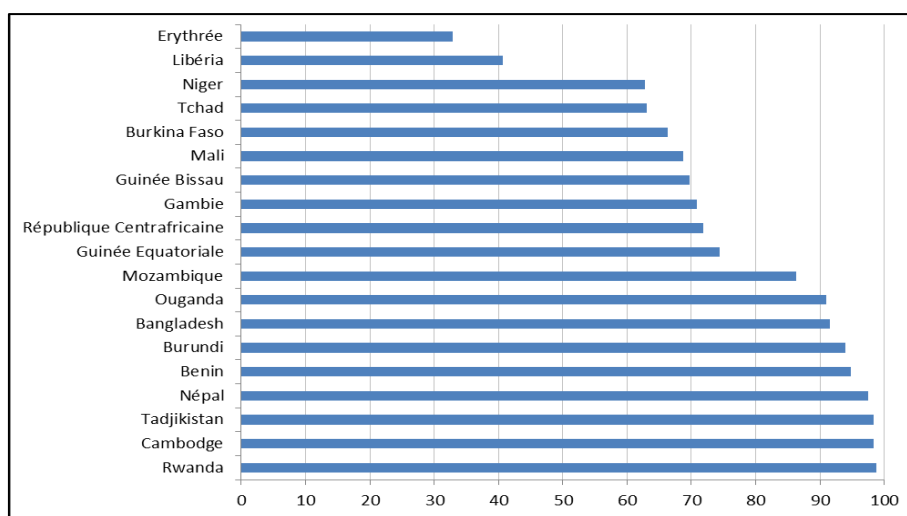


Sources : BSI Economics, World Development Indicators

L'Afrique subsaharienne, marquée par une forte croissance démographique, peine à accueillir tous les enfants dans des structures scolaires adaptées. L'offre éducative, c'est-à-dire les infrastructures et le personnel éducatif, est insuffisante pour faire face à une demande croissante. Ainsi, il faudrait créer 3,3 millions nouveaux postes d'enseignants pour espérer atteindre l'objectif de l'Education Pour Tous d'ici 2030 (UNESCO). De plus, les nombreux conflits armés qui surviennent dans cette région empêchent un bon nombre d'enfants d'être scolarisés (Nations Unies, 2014). Enfin, même si la demande en éducation a augmenté, nombre de parents sont encore réticents à envoyer leurs enfants à l'école et ce pour plusieurs raisons. Une des principales explications réside dans les coûts de l'éducation qui sont aussi un frein à la scolarisation. Même si de nombreux pays ont fait le choix de proposer une éducation publique gratuite, les coûts d'opportunité liés à l'éducation sont parfois tels que les familles les plus défavorisées ne peuvent pas se permettre d'envoyer leurs enfants à l'école car cela les priveraient d'un revenu supplémentaire. Ces coûts de l'éducation dépassent souvent les bénéfices perçus par les parents associés à une éducation souvent de mauvaise qualité.

Cette analyse régionale cache néanmoins une grande disparité entre les pays en développement (Graphique 6). Ainsi, 99% des enfants en âge d'aller à l'école primaire au Rwanda sont inscrits dans une école contre 41% au Libéria et 33% en Erythrée.

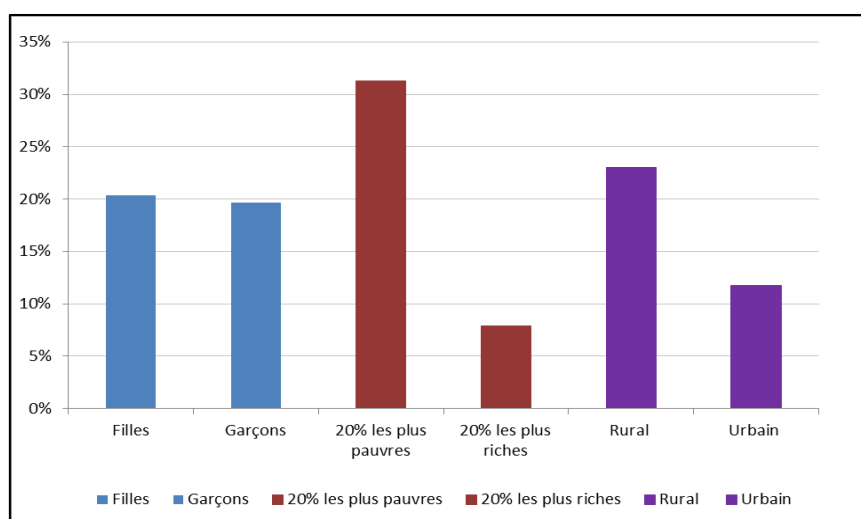
Graphique 6 : Taux de scolarisation nets au primaire dans certains pays en développement (2010-2012)



Sources : BSI Economics, World Development Indicators (dernière donnée disponible depuis 2010), pour les pays listés comme pays à faibles revenus)

Au sein même de chaque pays, on observe des inégalités flagrantes. Aujourd’hui encore, en dépit de politiques actives, les enfants, et plus particulièrement les filles, issus des milieux ruraux et défavorisés demeurent marginalisés (Graphique 7). En Afrique subsaharienne, seulement 23% des filles pauvres vivant des zones rurales ont terminé leurs études primaires (Nations Unies, 2014). Cette situation a des conséquences importantes sur la structure du marché du travail et les inégalités : les femmes, les individus des zones rurales ou issus des milieux pauvres n’arrivent pas à prétendre aux mêmes emplois que les individus urbains ce qui participe à reproduire un marché du travail segmenté.

Graphique 7 : Proportion d’enfants non scolarisés en âge d’aller à l’école primaire, 2005-2013



Sources : BSI Economics, Demographics and Health Survey (dernière donnée disponible depuis 2005), pour 83 pays listés comme pays à revenus faibles et intermédiaires

Les enfants doivent achever leur parcours du cycle primaire pour acquérir les connaissances de base en lecture et en mathématiques. Or, même quand ils commencent à suivre un cursus scolaire, de nombreux enfants abandonnent prématurément l'école. En effet, dans les régions en développement, un enfant sur quatre scolarisés ne termine pas la dernière année du cycle, un chiffre constant par rapport à 2000. En Afrique subsaharienne, ce phénomène concerne deux enfants sur cinq.

La qualité de l'éducation est encore insuffisante

Donner à chaque enfant la possibilité d'aller à l'école est une condition nécessaire mais insuffisante pour pouvoir bénéficier des bienfaits de l'éducation. Encore faut-il que les élèves acquièrent à l'école des connaissances utiles et valorisables sur le marché du travail pour que l'éducation puisse jouer un rôle dans le développement. La qualité de l'éducation était au cœur du Forum de l'Éducation de Dakar au Sénégal en 2000 où les pays présents s'étaient fixés comme sixième objectif d'améliorer sous tous ses aspects la qualité de l'éducation. Cependant, très peu de progrès ont été fait dans ce sens car les gouvernements se sont davantage intéressés à augmenter l'accès à l'éducation sans se préoccuper de la qualité du processus d'apprentissage. 250 millions d'enfants n'acquièrent toujours pas les éléments fondamentaux de lecture (UNESCO, 2014). La situation est particulièrement alarmante en Asie du Sud et de l'Ouest et en Afrique subsaharienne où seulement respectivement un tiers et deux cinquièmes des enfants atteignent la 4^{ème} année du primaire et acquièrent les savoirs fondamentaux en lecture.

Ici encore, on observe des disparités notables entre les enfants selon leur genre, leur localisation géographique et leur appartenance sociale. Les enfants issus des ménages les plus riches sont donc non seulement plus susceptibles d'aller à l'école mais aussi d'acquérir les fondamentaux une fois scolarisés. Cette situation favorise une reproduction des inégalités sur le marché du travail. Être une femme représente également un handicap qui vient amplifier les disparités de richesses. Ainsi, au Bénin, 60% des garçons riches restent à l'école jusqu'en 4^{ème} année et acquièrent les compétences de base en mathématiques contre seulement 6% des filles pauvres (UNESCO, 2014). De tels écarts prouvent qu'il est crucial d'orienter les politiques éducatives sur l'élimination des différences de genre. Les élèves issus des milieux ruraux sont aussi plus susceptibles de ne pas acquérir les connaissances fondamentales à l'école. Ainsi dans certains pays d'Amérique latine (El Salvador, le Guatemala, Panama et le Pérou), l'écart entre les acquis en mathématiques et en lecture des élèves ruraux et urbains dépasse 15 points de pourcentage.

Il est indispensable de prendre les mesures nécessaires pour améliorer l'apprentissage tout en développant l'accès. Il s'agit d'un enjeu de taille puisque les nouveaux entrants dans le système éducatif sont plus susceptibles d'être issus de ménages défavorisés. Certains pays ont réussi à augmenter la couverture éducative, notamment en abolissant les frais scolaires, tout en améliorant le processus d'apprentissage. Ainsi en Tanzanie, entre 2000 et 2007, la part des enfants qui ont achevé l'école primaire a augmenté de deux tiers en même temps que la proportion de ceux qui étaient scolarisés et acquéraient les compétences fondamentales en mathématiques est passé de

19% à 36%. Ce n'est donc pas un pari impossible, un rêve irréalisable, mais les politiques doivent pour ce faire s'engager dans des réformes conséquentes.

Conclusion

En ce début 2015, force est de constater que, malgré quelques progrès notables, de nombreux enfants sont toujours exclus du système éducatif ce qui représente un frein très fort au développement et cantonne ces enfants dans la trappe à pauvreté. Il est impératif que les pays en développement ne relâchent pas les efforts entrepris depuis 2000 et orientent leurs politiques vers les enfants issus de milieux défavorisés ou ruraux et principalement les filles. L'objectif de l'accès universel à l'éducation ne doit pas non plus éclipser un impératif tout aussi important pour faire de l'éducation une arme contre la pauvreté, à savoir améliorer la qualité de l'apprentissage dans les écoles. Cette notion de qualité est bien trop souvent ignorée alors que, sans elle, augmenter la scolarisation serait un vain effort sans conséquence sur le niveau de développement.

La situation demeure encore aujourd'hui inquiétante dans certains pays en développement et l'agenda politique de l'après-2015 doit mettre sur le devant de la scène des objectifs précis pour réformer les systèmes éducatifs et ainsi apporter à tous une éducation digne de ce nom. Ceci représente un travail de grande envergure qui implique non seulement d'améliorer l'offre d'éducation (refonder les curriculums des écoles, recruter davantage de professeurs et mieux les former, etc) mais aussi de réduire les freins à la demande de l'éducation (politiques d'incitation pour les parents, subventions pour les frais d'éducation, etc).

Les SDGs (Sustainable Development Goals), objectifs qui prendront la relève sur les OMD cette année, sont en cours de négociation et la question de l'éducation est au cœur de ces débats. Il a été affirmé que la qualité de l'éducation serait un aspect important de ces nouveaux objectifs mais reste à savoir quelles seront les mesures préconisées et si ces dernières seront véritablement adéquates.

Marine de Talancé

Références

Becker, Gary S., 1962. "Investment in Human Capital: A theoretical analysis," *Journal of Political Economy*, vol. 70 (9).

Cohen, Daniel & Soto, Marcelo, 2007. "Growth and human capital: good data, good results," *Journal of Economic Growth*, Springer, vol. 12(1), pages 51-76, March
<https://ideas.repec.org/a/kap/jecgro/v12y2007i1p51-76.html>

Dercon, Stefan & Hoddinott, John & Woldehanna, Tassew, 2011. "Growth and chronic poverty: Evidence from rural communities in Ethiopia," CSAE Working Paper Series 2011-18, Centre for the Study of African Economies, University of Oxford. <https://ideas.repec.org/p/csa/wpaper/2011-18.html>

Evans, Geoffrey & Rose, Pauline, 2007. "Support for Democracy in Malawi: Does Schooling Matter?," World Development, Elsevier, vol. 35(5), pages 904-919, May. <https://ideas.repec.org/a/eee/wdevel/v35y2007i5p904-919.html>

Evans, Geoffrey & Rose, Pauline, 2012. "Understanding Education's Influence on Support for Democracy in Sub-Saharan Africa," Journal of Development Studies, Taylor & Francis Journals, vol. 48(4), pages 498-515, February. <https://ideas.repec.org/a/taf/jdevst/v48y2012i4p498-515.html>

Gakidou, E., 2013 "Education, literacy and health outcomes," Background paper for EFA Global Monitoring Report 2013/4

Kuepie, Mathias & Nordman, Christophe J. & Roubaud, François, 2009. "Education and earnings in urban West Africa," Journal of Comparative Economics, Elsevier, vol. 37(3), pages 491-515, September. <https://ideas.repec.org/a/eee/jcecon/v37y2009i3p491-515.html>

David Lawson & Andy McKay & John Okidi, 2006. "Poverty persistence and transitions in Uganda: A combined qualitative and quantitative analysis," Journal of Development Studies, Taylor & Francis Journals, vol. 42(7), pages 1225-1251. <https://ideas.repec.org/a/taf/jdevst/v42y2006i7p1225-1251.html>
Montenegro, Claudio E. & Patrinos, Harry Anthony, 2014.

"Comparable estimates of returns to schooling around the world," Policy Research Working Paper Series 7020, The World Bank. <https://ideas.repec.org/p/wbk/wbrwps/7020.html>

Nations Unies, 2014. "Objectifs du Millénaire pour le développement. Rapport 2014" Rapport, UNPD.

Perez Ribas, Rafael & Machado, Ana Flávia, 2007. "Distinguishing Chronic Poverty from Transient Poverty in Brazil: Developing a Model for Pseudo-Panel Data," Working Papers 36, International Policy Centre for Inclusive Growth.

Psacharopoulos, George & Patrinos, Harry Anthony, 2002. "Returns to investment in education : a further update," Policy Research Working Paper Series 2881, The World Bank. <https://ideas.repec.org/p/ipc/wpaper/36.html>

Debraj, Ray, (1998) *Development Economics*, New Jersey : Princeton University Press.

Paul M Romer, 1999. "Increasing Returns and Long-Run Growth,"

Levine's Working Paper Archive 2232, David K. Levine. <https://ideas.repec.org/p/cla/levarc/2232.html>

Robert, Lucas, 1988. "On the Mechanisms of Economic Growth, " *Journal of Monetary Economics* 22(1)

UNESCO, 2014 "Rapport mondial de suivi sur l'EPT : Enseigner et apprendre : Atteindre la qualité pour tous," Rapport, UNESCO editions.

Schultz, Theodore W., 1961 "Investment in Human Capital," *The American Economic Review*, vol. 51(1)

Shafiq, M. Najeeb, 2010. "Do education and income affect support for democracy in Muslim countries? Evidence from the Pew Global Attitudes Project," *Economics of Education Review*, Elsevier, vol. 29(3), pages 461-469, June. <https://ideas.repec.org/a/eee/eoedu/v29y2010i3p461-469.html>